

NEWS



SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel

Date :

le 15 juin 1986

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

No : 70

ZBIGNIEW BUJAK, un des principaux leaders de NSZZ "Solidarnosc", a été arrêté le 31 mai dans un appartement à Varsovie après une réunion avec d'autres syndicalistes. Deux autres militants de "Solidarnosc", Konrad Bielinski - membre de la Commission Régionale Exécutive de "Solidarnosc" de Mazovie - et Ewa Kulik ont été arrêtés le même jour dans un autre appartement de la capitale. Zbigniew Lewicki, chez qui Bielinski se cachait, a été arrêté le lendemain, de même que Alicja Komorowska.

Les autorités ont aussitôt accusé Bujak, membre fondateur de la Commission Provisoire de Coordination (TKK) de "Solidarnosc" et président des structures régionales de Mazovie du syndicat, de tentative de renversement par la force du système constitutionnel de Pologne. Bujak, poursuivi selon les art. 123 et 128 risque jusqu'à dix ans de prison. Le 9 juin, son épouse Wacława a reçu une lettre de la prison Rackowiecka (Varsovie) de Bujak qui l'assure ne pas être choqué et être relativement bien traité.

Trois mille personnes ont manifesté leur soutien à Bujak après une messe à l'Eglise St Stanislaw à Varsovie, le 8 juin. Les escadrons anti-émeutes des ZOMO ont dispersé la foule qui s'est regroupée à nouveau quelques minutes plus tard pour scandaler les noms de Bujak et d'autres membres emprisonnés de la TKK, comme Władysław Frasyniuk et Tadeusz Jędrzak. Dans une déclaration du 3 juin, Marek Muszyński et Jan Andrzej Gorny - les deux membres déclarés de la TKK, représentants les régions de Basse et Haute Silésie - ont affirmé que l'arrestation de Bujak était un coup sévère mais que ce n'était le premier que le syndicat ait eu à supporter. Ils déclarent que les répressions ne détruiront pas le Syndicat et que "Solidarnosc" poursuivra ses activités sans interruption à tous les niveaux. Le président de NSZZ "Solidarnosc" Lech Wałęsa et la TKK ont publié une déclaration commune, le 6 juin, dénonçant l'arrestation de Bujak et rendant hommage au courage et à la détermination de Bujak dans sa lutte pour les droits syndicaux. Cette déclaration était signée par le Président du syndicat, les deux membres nommés de la TKK et par au moins quatorze représentants anonymes des régions de Gdansk, Cracovie, Varsovie, Torun, Bydgoszcz, Poznan et Lodz.

A l'Ouest, la Confédération Internationale des Syndicats Libres et la Confédération Mondiale du Travail ont condamné ces arrestations. La CISL affirme que ces arrestations "n'affectent en rien l'existence de Solidarnosc, syndicat véritable" et se déclare prête à maintenir la pression pour la levée de l'interdiction du Syndicat et la libération de tous les prisonniers politiques en Pologne. La CMT réitère sa pleine solidarité avec les travailleurs polonais et avec "Solidarnosc". Elle dénonce la violation par les autorités des droits syndicaux et humains en Pologne et rappelle le commentaire de Lech Wałęsa, selon lequel l'arrestation de Bujak est le seul succès que le régime peut porter à son crédit. De nombreuses centrales syndicales nationales de différents pays occidentaux ont également dénoncé l'arrestation de Bujak. Les délégués de la 5ème Convention du END, mouvement pacifiste anglais, ont préparé une pétition de soutien à Bujak, signée par 400 délégués. La pétition circulera dans toute l'Europe. La Convention a également nommé Zbigniew Bujak, président d'honneur, tout comme Nelson Mandela et Mahmut Dikerdem, militant pacifiste turc emprisonné.

Zbigniew Bujak est né le 29 novembre 1954 à Lopuszno, petit village rural de la province de Kielce. Les difficultés d'existence de cette famille nombreuse les ont poussés à s'établir à Varsovie. Zbigniew et ses frères et soeurs ont commencé à travailler très jeunes. Doté d'un diplôme d'études professionnelles, il poursuit ses études, de pair avec son travail, en cours du soir pour obtenir la qualification de technicien électrique. Il a travaillé aux usines de tracteurs "Ursus" dans la périphérie de Varsovie. Appelé sous les drapeaux en 1974, il accomplissait toujours son service militaire quand en juin 1976, les grèves des ouvriers de Ursus ont été violemment réprimées par la police.

En 1978, après avoir réintégré son emploi à Ursus, il organise avec Zbigniew Janas diverses actions indépendantes parmi les ouvriers, comme des récoltes de fonds pour le Ropcio, groupe de défense des droits de l'homme. Bujak et Janas établissent alors un réseau de distribution au sein de leur entreprise du journal indépendant "Robotnik" (L'Ouvrier, imprimé à Varsovie).

En juillet 80, Bujak et Janas organisent une grève dans leur usine et ont tenté vainement de créer un comité ouvrier d'auto-défense, qu'ils n'ont pu mettre sur pied que le 21 août. C'est ce comité qui a mené des négociations avec la direction de l'entreprise (Ursus était alors une des rares usines non touchées par les grèves) et a envoyé une délégation aux Chantiers Navals "Lénine" de Gdansk. Au lendemain de la signature des Accords de Gdansk, le 31 août 1980, le comité ouvrier d'Ursus est devenu sous l'impulsion de Bujak le Comité Fondateur d'Entreprise de NSZZ "Solidarnosc". Le Comité Fondateur Régional de Mazovie était constitué trois jours plus tard et Bujak en était élu président. Il était également membre du groupe national de négociation du Syndicat, chargé en tant que responsable du groupe sur les questions juridiques des discussions entre "Solidarnosc" et les autorités. Bujak fut élu prési-

4° P. 12007

dent de la régionale de "Solidarnosc" de Mazovie par 630 voix contre 154, lors de la 1ère convention régionale des délégués. Après la 1ère Convention Nationale du Syndicat en octobre 1981, il devint, en tant que responsable d'une des six plus grandes organisations régionales du syndicat (avec 911.000 membres, la région de Mazovie était la deuxième plus importante du syndicat), membre du Praesidium de la Commission Nationale.

A l'imposition de la loi martiale, le 13 décembre 1981, Bujak échappa à la vague d'arrestations et passa aussitôt dans la clandestinité. Quand les autorités suspendirent et ensuite délégalisèrent le syndicat NSZZ "Solidarnosc" en octobre 1982, la continuité du syndicat était déjà assurée grâce à la création en avril 1982 de la Commission Provisoire de Coordination (TKK), direction exécutive du Syndicat dans la clandestinité. Les membres fondateurs de la TKK étaient Zbigniew Bujak (Varsovie), Wladyslaw Frasyuniuk (Wroclaw), Wladyslaw Hardek (Cracovie), Bogdan Lis (Gdansk) et Eugeniusz Szumiejko (Wroclaw). Depuis sa création en avril 82, 12 membres se sont succédés à la TKK:

- Piotr Bednarz (Wroclaw): membre depuis octobre 82, arrêté le 7 novembre 1982 et libéré par l'amnistie du 21 juillet 1984;
- Bogdan Borusewicz (Gdansk): membre depuis juin 1984, arrêté le 10 janvier 1986 et actuellement en détention préventive dans l'attente de son procès;
- Zbigniew Bujak (Varsovie): membre depuis avril 82, arrêté le 31 mai 1986, en détention préventive;
- Wladyslaw Frasyuniuk (Wroclaw): membre depuis avril 82, arrêté le 5 octobre 1982, libéré et arrêté à nouveau le 13 février 1985, condamné en février 1986 à trois et demi de prison;
- Jan Andrzej Gorny (Katowice): membre depuis mars 1986;
- Wladyslaw Hardek (Cracovie): membre depuis avril 1982, arrêté le 20 août 1983, libéré;
- Tadeusz Jedynek (Katowice): membre depuis juillet 1983, arrêté le 17 juin 1985, en détention dans l'attente d'un jugement;
- Bogdan Lis (Gdansk): membre depuis avril 1982, arrêté le 8 juin 1984, libéré et arrêté à nouveau, condamné en février 86 à deux ans de prison;
- Marek Muszynski (Wroclaw): membre depuis mai 1984;
- Janusz Palubicki (Poznan): membre depuis juillet 1982, arrêté le 28 décembre 1982, libéré en mai 1984 en raison de son état de santé;
- Jozef Pinior (Wroclaw): membre depuis novembre 1982, arrêté le 23 avril 1983 et libéré lors de l'amnistie du 21 juillet 1984;
- Eugeniusz Szumiejko (Wroclaw): membre depuis avril 1982, a quitté la clandestinité à la fin 1984.

Wiktor Kulerski, jusqu'ici membre de la Commission Régionale Exécutive de "Solidarnosc" Mazovie (RKW), a été nommé représentant de la région de Mazovie à la TKK, à la place de Zbigniew Bujak.

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

KONRAD BIELINSKI, arrêté le 31 mai en même temps que Z. Bujak, est un mathématicien de 37 ans. Chercheur à l'Académie des Sciences de Varsovie, il avait été licencié en 1973 pour avoir protesté contre la suppression de l'autogestion ouvrière; il était depuis sans-emploi. En 1977, il adhéra au KOR et participa à la maison d'édition clandestine "Nowa". En août 80, il contribua à l'édition du journal de grève des chantiers navals. Pendant la période légale de "Solidarnosc", il fut rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire du syndicat pour la région de Mazovie "Niezalezosc". Après l'état de guerre, interné dans un hôpital de prison, il s'échappa pour passer dans la clandestinité. Membre de la Commission Régionale de Mazovie depuis 1983, il avait organisé en octobre 85 la campagne de contrôle indépendant de la participation aux élections parlementaires.

LA RADIO POLONAISE a annoncé que le procureur-général militaire de Varsovie a transmis le dossier d'accusation contre Tadeusz Jedynek, membre de la TKK arrêté en juin 85, au Tribunal militaire de Varsovie. Jedynek est accusé de tentative de renversement du pouvoir.

HENRYK WUJEC, militant de "Solidarnosc", avait été condamné en appel par défaut le 8 avril à 3 mois de prison. Le tribunal l'avait reconnu coupable de refus d'obtempérer à un ordre de dispersion de la police,

lors de la manifestation indépendante du 1er Mai de l'année passée à Varsovie. Lors du premier jugement de la même affaire, l'an dernier, Wujec avait été acquitté. Pendant le procès en révision du 8 avril, Wujec était en convalescence à l'hôpital. Il a été emprisonné le 31 mai 1986.

PRES DE 2.000 manifestants ont scandé des slogans anti-nucléaires et pro-"Solidarnosc" à Cracovie le 2 juin. C'était là la plus grande manifestation en Pologne depuis la catastrophe de Tchernobyl; elle était organisée par le mouvement "Paix et Liberté". Les manifestants demandaient également la libération de Zbigniew Bujak.

Une autre manifestation anti-nucléaire a eu lieu à Wroclaw après la catastrophe. A Bialystok, ville du nord-est de la Pologne dans la région la plus touchée par la pollution radio-active, 3.000 personnes ont signé une pétition de protestation.

LE CODENE, Comité pour le Désarmement Nucléaire en Europe, a diffusé, le 1er juin, à Paris un communiqué demandant la libération immédiate de Zbigniew Bujak et de tous les prisonniers politiques en Pologne, (et notamment Henryk Wujec).

SEWERYN JAWORSKI a été condamné à 2 ans de prison par le Tribunal de Varsovie. Vice-président de la fédéra-

tion régionale de "Solidarnosc" de Mazovie, agé de 55 ans, il a été accusé d'avoir appelé au boycott des élections parlementaires d'octobre dernier. Dans la même affaire, le Tribunal a également condamné Grzegorz Myszka, 23 ans et Jacek Szymaszek, 21 ans à 20 mois de prison chacun et Pawel Lapinski, 27 ans, à 6 mois de prison. Tous trois ont été jugés coupables d'avoir installé illégalement des hauts-parleurs pour inciter au désordre public.

18 POLITICIENS français ont adressé le 5 février une lettre au Général Wojciech Jaruzelski, exprimant en termes critiques leur inquiétude face à la situation en Pologne et aux relations franco-polonaises. Les signataires de la lettre, rendue publique en avril seulement, sont entre autres Michel Rocard, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Simone Veil, Jacques Chirac, François Léotard, Raymond Barre, Edmond Maire et Bernard Kouchner. Cette lettre a été remise à l'ambassade de Pologne à Paris le 22 février par Jean-François Deniau, également signataire, et elle est restée depuis sans réponse.

LES TRAVAILLEURS inscrits sur la liste noire du directeur de l'institut industriel MERA-PIAP à Varsovie, pour s'être présentés comme candidats au conseil auto-gestionnaire en janvier dernier, ont perdu davantage que les seules élections. Krzysztof Tomaszewski et Maciej Wisniewski ont été licenciés sur-le-champ. Ryszard Bazynski, Jan Jablkowski, Tomasz Mankowski, Andrzej Serwach et Marek Staszczak ont été contraints de démissionner. Wieslaw Zegarski a été rétrogradé de son poste, de même que Kazimierz Wiech.

415 ARCHITECTES suisses ont signé une pétition demandant la libération immédiate de Czeslaw Bielecki, architecte et militant indépendant emprisonné. Les signatures ont été transmises aux autorités polonaises et à l'ambassade polonaise à Berne.

KRZYSZTOF SOBOLEWSKI de Gorzow Wlkp a été condamné le 7/5/86 par le Tribunal de l'Armée de l'Air à 3 ans de prison pour avoir refusé de prêter le serment militaire. Le procureur, le lieutenant-colonel Marteck, a assimilé le refus de serment à un refus de prêter le service militaire et a requis 4 ans de prison. L'avocat commis d'office, Maître Sojka a affirmé qu'il ne se solidarise pas avec l'attitude de son client puisque le serment est le devoir de tout citoyen et que conformément à la théorie marxiste, tout homme libre doit comprendre les réalités de la situation géo-politique. Il a déclaré que le prévenu méritait une peine, moins sévère que celle requise par le procureur, puisque des séjours antérieurs en prison (en tout, 8 mois en 1983 et 1984) n'ont pas changé les opinions de l'accusé.

ZBIGNIEW BRZOZA, 28 ans, juriste de Varsovie, a été condamné par un Tribunal de délits mineurs à 50 mille zl d'amende (convertis en 90 jours de prison en cas de non-paiement) pour renvoi de livret militaire.

JAROSLAW KOSINSKI, employé de l'Institut de Biochimie et Biophysique a été jugé le 25/4 selon la procédure

accélérée par le Tribunal Régional de Varsovie pour possession de journaux indépendants. L'accusation présentée par la milice lui reproche des activités dans des structures illégales, la rédaction d'articles de la presse clandestine, son colportage selon l'art. 282 a ±1 (désordres publics). Le dossier ne contenant aucune preuve confirmant la thèse de l'accusation, elle a été fournie par le témoignage d'un agent des Services de Sécurité. Aux questions de l'avocat de la défense sur les activités "illégalles" de Kosinski, le témoin a refusé de répondre, se retranchant derrière le secret professionnel. Le Tribunal a condamné Kosinski à un an de prison. Ce jugement constitue un dangereux précédent: il autorise la condamnation sur base d'indications secrètes des Services de Sécurité, non révélées lors du procès.

SUITE A DES ACTIONS préventives d'arrestations et de perquisitions liées au 1er Mai, des verdicts ont été prononcés selon l'art. 282a en procédure accélérée. A Varsovie, les tribunaux ont prononcés des peines avec sursis contre les personnes suivantes interpellées sur leur lieu de travail les 28-30/4: Jozef Nasiadka de FSO (un an), Eugeniusz Gorski et Grzegorz Kopec de ZWIUT (1,5 et 1 an), Boleslaw Guzowski de Lomianky (un an et quatre mois). Tous ont de plus été condamnés à de lourdes amendes; Kopec et Guzowski ont été sur-le-champ licenciés.

STANISLAW BIALY, chauffeur d'un Centre de Santé et Henryk Polawski, imprimeur à l'Institut de Mathématiques, arrêtés alors qu'ils brochaient des livres, ont été condamnés le 30/4 par le Tribunal Régional de Varsovie à respectivement 1,5 an de prison ferme et un an avec sursis.

Le même jour, Krzysztof Biernacki, étudiant de philosophie arrêté après une perquisition à son domicile, a été condamné à un an de prison.

A Godzisk, le Tribunal Régional a condamné le 29/4 Dariusz Owsianko, lycéen de terminale, à deux ans avec sursis et à une surveillance judiciaire.

A SIEDLCE, le 19/4, pour quelques journaux trouvés à son travail, le Tribunal Régional a condamné à 10 mois de prison Marek Bialy, ingénieur de la fonderie "Stalchemak", membre du Comité Régional de "Solidarnosc" de Mazovie, délégué au Congrès de "Solidarnosc". La juge Romanczak a ignoré l'évaluation positive de son employeur et le fait que celui-ci déclarait la présence de Bialy indispensable à l'entreprise pour manipuler la technologie de la production destinée à l'exportation. Dans le justificatif de son jugement, elle affirme que le fait que "l'accusé ait fréquemment été convoqué au commissariat" constituait une preuve de son activité délictueuse.

ANDRZEJ RADKA, étudiant de sociologie, a été condamné le 16/4 à 2 ans de prison par le Tribunal Régional de Poznan. Arrêté le 30/9/85, il était accusé sur dénonciation d'un indicateur de colportage de publications indépendantes.

A GORZOW W LKP, s'est achevé le 22/4 le procès de

Stefania Hejmanowska, Kazimierz Modzelan, Zenon Nowak et Andrzej Kostanecki, arrêtés en août 85 pour participation à une association visant à commettre un délit (art. 276) et colportage. Les trois premiers accusés ont refusé de reconnaître les faits lors de l'instruction, au contraire de Kostanecki qui avait été de ce fait libéré après deux mois de détention préventive. Le Tribunal Régional a condamné Hejmanowska, Modzelan et Nowak à 10 mois de prison ferme et Kostanecki à 10 mois avec sursis. Tous ont été libérés.

- Le Tribunal Régional de Gdansk a, le 11/4, condamné à 6 mois Leszek Sobieski, employé à l'Entreprise de Canalisation d'Eaux, arrêté le 17/10/85 pour possession d'émetteur-radio.

A Wroclaw, Krystyna Stembalska, infirmière, a été condamnée le 4/4 à un an de prison avec sursis pour colportage; Maria Borowiak, infirmière retraitée, à 5 mois avec sursis.

A Slupsk, Jozef Grzadzielski, arrêté le 24/10/85, pour impression d'une publication régionale, libéré plus tard dans le cadre de "l'action humanitaire", a été condamné le 11/4 par le Tribunal Régional à un an avec sursis.

La procédure pénale engagée contre le poète Lothar Herbst a été suspendue le 18/4 par le Tribunal Régional de Wroclaw en raison de l'état de santé du prévenu.

DANS LA REGION de Mazovie, après perquisitions à leur domicile, ont été arrêtés les travailleurs de "Ursus" suivants: Maciej Lewalski (21/4), Krzysztof Szelagowski (21/4), Bogdan Rogowski (23/4). Ainsi que Krystyna Gryzielewicz, retraitée de Zyrardow (25/4); Mieczyslaw Jankowski, travailleur de l'Entreprise de Construction CBOR de Milanow (27/4); Dariusz Zygiert, ambulancier de Grodzisk Maz. (28/4); Iwona Rozewicz, journaliste, bibliothécaire à l'Institut des Non-voyants de Varsovie (28/4). Pour avoir arraché un drapeau, ont été arrêtés: Jaroslaw Nowinski, Boguslaw Lukomski et Bogdan Zygmunt de Varsovie (30/4).

A Gliwice, U. Kiernicka, retraitée, été arrêtée le 14/4 et à Zabrze, Wacław Nawrocki.

Dans le cadre de l'enquête menée depuis janvier sur Ryszard Orla, mineur de "Ziemowit", ont été arrêtés Franciszek, son frère, officier des pompiers, l'électricien Ignace Stawarza de Tych et Jerzy Solowiej de Katowice, mineur à "Gottwald".

A Lodz, Kazimierz Lubera est détenu depuis le 20/3.

A Olsztyn, Barbara et Helena Nowak ont été arrêtées le 3/5.

A Lapy (Bialystock), Zenon Zdrodowski, chauffeur aux réparations ferroviaires ZNTK, a été arrêté le 9/4 alors qu'il essayait d'arracher le drapeau rouge du bâtiment du comité du parti communiste.

EN MAI 85, avait été créé à Katowice le Comité d'Aide aux Retraités et Handicapés. Dans une lettre adressée au parlement, les membres du comité écrivaient: "Nous espérons que notre initiative civique ne sera pas considérée comme une tentative détournée de renverser les principes qui déterminent notre ordre politique et le système d'alliances dans lequel notre pays est placé depuis 40 ans".

En janvier 86, les membres du Comité ont été informés

de la décision de l'Administration Provinciale, interdisant toute activité; en février, le procureur provincial les a menacés de poursuites. Dernièrement, un des fondateurs, Jozef Bujaczek a été convoqué à la Section Provinciale du Ministère de l'Intérieur où il a été accusé de participation à une association non-reconnue.

LE COMITE D'AUTODEFENSE des Patients du District de Varsovie-Wola a adressé le 8/3 une lettre ouverte au ministre de la Santé. Il y présente l'état de la protection médicale des enfants du quartier: du fait de la surcharge des cliniques de la région, les enfants sont privés de soins prophylactiques, même les vaccins sont effectués sans respect des délais de rappel. La clinique pédiatrique a été fermée il y a huit ans pour des réparations qui devaient durer trois mois. Aussi, les enfants malades attendent-ils une consultation chez un spécialiste parfois pendant des mois. Cette lettre a été adressée pour information au Bureau des Requête et Plaintes du CC du POUP, à la rédaction du journal "Zycie Warszawy" et aux journaux clandestins Tygodnik Mazowsze et Kos.

UNE ASSOCIATION de l'opposition ouvrière, dans une déclaration du 17/3, appelle à la lutte contre la réduction du niveau de vie. Elle propose la création de commissions statistiques pour le calcul de la hausse des coûts de subsistance, de comités indépendants de locataires chargés de l'organisation de grèves de loyers en cas d'augmentation, de groupes d'approvisionnement chargés des contacts avec les agriculteurs.

LE COLONEL ANYSZ Marian, commandant de l'Académie Militaire des Officiers Politiques de Lodz, a été nommé secrétaire d'état-adjoint au ministère de l'Education et de l'Enseignement. Un bref communiqué diffusé par la presse polonaise indique que Anysz est diplômé de l'Académie Militaire sans en préciser davantage le lieu, en Pologne ou en Urss. Il a servi ensuite dans l'Armée Polonaise avant de devenir commandant-adjoint et ensuite commandant de l'Académie de Lodz. En fonction là-bas depuis plus de dix ans, il est chargé maintenant de l'éducation de la jeunesse polonaise.

L'EDITRICE-EN-CHEF du magazine hebdomadaire "les femmes et la vie", Barbara Sidorczuk a été licenciée pour avoir autorisé la publication d'un article sur le taux alarmant de mortalité infantile en Pologne. Cette article indique que la mortalité infantile est un signe indicateur du niveau de vie de la société; en Pologne, la mortalité infantile est plus élevée qu'en Chine.

LA POLOGNE qui avait déjà annoncé depuis le début de l'année qu'elle n'était pas en mesure d'acquitter les échéances de sa dette, a indiqué officiellement aux banques commerciales occidentales qu'elle ne pourra rembourser les intérêts d'un montant de 230 millions de dollars venant à échéance le 10 juin.

SOURCES: International Herald Tribune 9.06.86; Jestesmy III-IV.86; Libération 2,10, 11.06.86; PWA 16, 23.02.86; Tygodnik Mazowsze 24.IV, 8.V, 15.V.86; Uncensored Poland News Bulletin 1.V.86.